

Comité Général USR CGT 37

25 novembre 2021

Rapport introductif sur l'actualité

Avant de commencer la présentation du rapport, je tiens, tout d'abord, à remercier très sincèrement Olivier GENDRON, notre Coopérant de l'UCR, secrétaire général de l'UFR des cheminots, Cyril BODIER, secrétaire général de l'UD CGT d'Indre et Loire et vous tous les camarades pour avoir répondu présents à notre invitation.

Il est important, dans cette période où tant de liens se sont distendus, que l'on puisse continuer à faire vivre nos instances pour que la CGT soit toujours à la pointe du combat.

Notre Comité Général s'ouvre aujourd'hui dans un contexte ambiant particulier tant au niveau national qu'international. Il est souvent coutume dans les assemblées de la CGT de commencer le rapport qui introduit les débats par l'international. Je vais suivre cette tradition et commencer par **le contexte général.**

Aujourd'hui, la pandémie Covid a fait au moins 5,1 millions de morts sur la planète, probablement davantage. Ce sont les USA et le Brésil qui ont connu le plus grand nombre de victimes. Les dégâts socio-psychologiques restent à mesurer. Pour la France, le rapport du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie), paru début octobre 2021, fait état de plus de 4 millions de Français fragilisés. La coordination internationale entre gouvernements a été et est toujours inexistante et les stratégies chaotiques vont du simple laisser-faire à des politiques très répressives parfois à l'intérieur d'un même pays.

La flambée des prix alimentaires liée aux effets économiques de la crise sanitaire fait craindre une aggravation de la faim dans le monde. Selon l'indice de l'Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), les denrées de base ont augmenté de 30 % en un an. Cette augmentation menace particulièrement un tiers de la population mondiale, déjà en insécurité alimentaire.

Pour éradiquer la pandémie Covid 19, la vaccination est mise en avant. Mais, là aussi, les inégalités d'accès à la vaccination sont manifestes entre pays pauvres et pays riches, entre populations à faibles revenus (cas du 93 en Ile de France par exemple) et les autres. C'est aussi une opportunité pour les plus gros laboratoires pharmaceutiques de réaliser des profits monstrueux par le moyen d'un chantage tarifaire exercé sur des gouvernements.

La CGT revendique la levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins dans le monde, tout en étant source de profits inadmissibles. La CGT est engagée avec une large coalition d'ONG, d'associations, de syndicats et d'experts de la santé au niveau européen dans l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) « pour faire du vaccin un bien commun ». Une pétition pour exiger un changement législatif concret est en ligne.

Alors qu'une nouvelle vague de cas de Covid-19 pousse les gouvernements européens à serrer la vis, la protestation se durcit aux Pays Bas en passant par l'Autriche, la Belgique, la Guadeloupe et la Martinique. Dans nos deux départements d'outre-mer, ce mouvement de contestation qui dépasse largement l'obligation vaccinale des soignants est avant tout révélateur d'un profond malaise social et sociétal du au retard de 40 ans en matière de développement économique et social.

Au plan économique, 2020 a été marqué par un effondrement mécanique de l'économie et des taux de croissance. Des emplois ont été détruits ou gelés massivement. Les États les plus riches, l'Union Européenne sont intervenus massivement en injectant sous diverses modalités, sans contrôles ni contreparties, des milliards dans les entreprises. Celles-ci, malgré une production en baisse, ont donc dégagé des profits considérables largement redistribués aux actionnaires et ont surtout renforcé la spéculation boursière, mais pas les capacités productives.

Il y a encore une semaine ou deux, les médias, tout sourire, se réjouissaient de la « reprise » et tentaient de nous amuser avec des milliardaires en goguette dans l'espace. Mais au plan mondial, les perspectives se sont soudainement assombries, les sourires disparaissent. Depuis le mois de mai, le pic de croissance est déjà terminé aux USA et en Chine où une entreprise immobilière de 200 000 salariés est en train de s'écrouler. L'annonce d'une fiscalité générale à 15 % sur les multinationales, n'est certes pas sans signification. Pour autant, on peut s'interroger sur son efficacité et même sur son effectivité réelle. Les révélations contenues dans les « Pandora Papers », tout en étant partielles, donnent en effet une certaine idée des masses financières qui échappent à tout contrôle et à tout usage socialement utile.

Citons aussi la vague de grèves (« Striketober », contraction de « strike » : grève et « october » : octobre) qui secoue les Etats-Unis. Plus de 100.000 employés, principalement des travailleurs dits « essentiels », dans des secteurs aussi divers que l'industrie, les services ou les transports ont cessé de se rendre au travail ces dernières semaines.

Les relations internationales sont tendues. La concurrence s'aiguise comme le démontre le retournement de l'Australie sur l'achat de sous-marins construits à Cherbourg. Les USA de Biden ne font pas la guerre économique seulement contre la Chine, en attendant la guerre tout court, même si la débandade afghane a pu les refroidir pour un moment. Récemment, Joe Biden a tenu à rappeler qu'il disposait d'une force de frappe de 3 750 têtes nucléaires.

En Afghanistan, depuis la prise du pouvoir par les talibans le 15 août dernier, le monde assiste au basculement de l'Afghanistan dans le chaos et plonge sa population dans la terreur. Les femmes sont les plus menacées et sont les principales cibles des talibans.

Depuis des semaines, quelques milliers de migrants, parmi lesquels des familles avec enfants, sont coincés, dans de conditions inhumaines, à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Ils sont utilisés comme moyen de chantage dans le conflit qui oppose l'Union Européenne et la Biélorussie. Pour l'heure, ni la Pologne ni le reste de l'Union Européenne ne sont prêts à les accueillir, leur laissant pour seule alternative un retour au pays d'origine où des conditions de vie extrêmes les attendent, pouvant conduire à la mort. Jeudi 18 novembre, les autorités de Minsk ont évacué la quasi-totalité des personnes, tandis qu'un premier avion rapatriant des Irakiens va partir de Biélorussie.

Dans un communiqué, la CGT s'insurge contre le traitement raciste, inhumain et dégradant infligé à des milliers de personnes, prises en tenaille entre les calculs intéressés du pouvoir biélorusse et la xénophobie d'un autre âge de plusieurs pays membres de l'Union Européenne. Elle tient à rappeler que toute personne a le droit de quitter tout pays (article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme) et que l'UE a un devoir d'asile envers les peuples dont les pays ont subi au cours des dernières décennies les ingérences et les jeux géopolitiques des grandes puissances.

Malgré une mise en scène des plus fastueuses, la **COP 26** s'est conclue sans remise en cause du système capitaliste qui détruit la planète et n'a débouché que sur des décisions en retrait au regard

de la COP 21 sans même que l'on soit sûr qu'elles seront mises en œuvre. Les États les plus riches principaux émetteurs de gaz à effet de serre, ont refusé de soutenir financièrement les pays du Sud, premières victimes du dérèglement climatique.

Au Brésil, la déforestation de l'Amazonie s'accélère encore. La plus grande forêt tropicale du monde, le poumon de la Terre, continue de reculer, malgré les promesses faites par le gouvernement de Jair Bolsonaro à la COP26. Elle a perdu plus de 13 000 km² en un an.

A Madagascar, les experts ont détecté la première famine climatique due au réchauffement. Dans le sud de l'île, une longue sécheresse s'ajoute aux profondes difficultés d'un pays les plus pauvres de la planète. Bilan ; plus d'un million de personnes survivent grâce à l'aide alimentaire d'urgence.

Abordons, maintenant, l'actualité sociale et économique nationale

Politique sanitaire. La pression à la vaccination s'exerce en France, non par la conviction mais par la répression au moyen de l'état d'urgence et d'un passe sanitaire prolongé jusqu'en juillet 2022 touchant particulièrement les retraités. La population marque de plus en plus sa défiance vis à vis du gouvernement, des médias, du monde scientifique et médical, de l'industrie ...non sans raisons d'ailleurs (cf. les multiples scandales sanitaires). Observons que ce n'était pas le cas après-guerre pour les vaccins contre la polio ou la tuberculose. Les manifestations de l'été ont rassemblé un nombre important de personnes de manière inédite pour la période.

Nous réaffirmons la position de la CGT sur la vaccination, progrès sanitaire et social partout dans le monde. Le vaccin doit être gratuit pour toutes et tous. Cependant, la vaccination ne peut se faire dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix. Nous avons bien conscience que des doutes existent sur les vaccins. C'est par l'information, la pédagogie, le débat qu'ils peuvent être levés. Certainement pas par la menace et la contrainte.

Cet été, le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie a été chargé par le gouvernement de mener une réflexion sur la Sécurité Sociale. Un des quatre scénarios propose la mise en œuvre d'une « grande Sécurité sociale », fusion de l'assurance maladie et des complémentaires santé. Mais attention, on est loin des revendications portées par la CGT sur la Sécurité sociale intégrale qui est fondée sur le principe d'une Sécurité sociale « *collecteur et financeur unique* », une sécurité sociale à 100% financée par les cotisations sociales, une sécurité sociale fondée sur le principe d'unité qui vise à couvrir l'ensemble des risques sociaux, maladie, retraites, famille, mais également le risque de perte d'emploi et la perte d'autonomie. C'est pourquoi la conception CGT de la Sécurité sociale intégrale est inséparable de la revendication du Nouveau statut du Travail salarié et de Sécurité sociale professionnelle.

La Sécurité sociale intégrale implique de revenir sur les 75 Mds€ de baisses et exonérations de cotisations, et supprimer la fiscalisation du financement (CSG et TVA notamment). Enfin, elle doit être fondée sur la démocratie sociale, non sur l'étatisation comme c'est aujourd'hui le cas. Le financement de la SECU devant être assuré par la cotisation, il faut réviser l'assiette afin de mettre à contribution l'ensemble de la valeur ajoutée.

Rappelons aussi que le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2022 (PLFSS 2022) est très loin des enjeux et des attentes.

Avec la 5^{ème} vague de la pandémie Covid qui arrive, la recrudescence des maladies de l'hiver (bronchiolite, gripes et autres), la situation dans les hôpitaux est catastrophique. La casse de l'hôpital public et de notre système de santé, organisée depuis des décennies, est le produit des politiques libérales avec pour conséquences l'insuffisance de moyens accordés à la sécurité sociale, la non réponse aux besoins des usagers et aux besoins criant de personnel, au manque d'attraction

des métiers nécessaire au bon fonctionnement des services. Et le Ségur n'a été d'aucun remède. Et la fermeture des lits d'hôpitaux et de services continue.

Qu'en est-il de la reprise économique ? Même s'il y a bien une reprise mécanique de rattrapage, les courbes du PIB, comme celles du chômage et de l'emploi, nous disent que l'on est loin des chiffres de 2019 qui n'étaient pourtant pas si flamboyants que ça. Ceci est d'ailleurs conforme aux orientations du programme de stabilité 2021-2027 (croissance faible et sans emplois) remis par notre gouvernement à la Commission européenne en février. Au contraire, c'est l'inflation qui est de retour avec le risque de nouvelles politiques de pression salariale et de réduction de la dépense publique, autant de recettes qui ont déjà fait la preuve de leur nocivité.

Les discours larmoyants sur les difficultés récurrentes à trouver des salariés dans certains secteurs (toujours les mêmes depuis des décennies) ne doivent pas nous tromper. Ce sont des plans de suppression de 110 000 emplois qui sont programmés par le patronat qui, en plus, fera pression sur la productivité du travail et sur les salaires avec des effets négatifs sur la consommation. En Touraine, les exemples d'AEG, de Farman, bientôt des Galeries Lafayette (?) nous montrent bien que ce processus est déjà engagé.

Alors que les questions sociales et économiques devraient être démocratiquement débattues, les médias, de plus en plus dépendants du Capital, tentent de détourner notre attention avec une pré-campagne présidentielle qui sent vraiment mauvais. La peste brune gagne du terrain. Les idées de l'extrême droite ne cessent de progresser dans les discours et dans les intentions de vote.

Le 9 novembre, le président de la république a parlé. Ceux qui attendaient des annonces extraordinaires en sont pour leur frais. On a assisté à un autosatisfecit du président qui, en guise d'annonce, n'a fait que reprendre à sa manière le trop fameux slogan de Nicolas Sarkozy « *travailler plus pour gagner plus* ».

Pas un mot sur les salaires, pas un mot pour dénoncer l'horreur que vivent des milliers de réfugiés à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne.

Concernant les retraites, la réforme est abandonnée pour l'instant et grâce à nous, si ce n'est que le recul de l'âge de départ est confirmé pour 2022.

Sur l'engagement de la France dans la lutte contre le réchauffement climatique, il nous annonce la construction de réacteurs nucléaires sans plus de précisions.

Vraiment, nous avons eu à faire à un numéro d'équilibriste de Macron, pantin du MEDEF, entre un président candidat et un candidat président. Si l'exercice a été compliqué pour Macron, c'est qu'il est gêné aux entournures. Il n'est pas sans observer et analyser ce qui se passe réellement dans le pays.

Non, les Français ne sont pas dupes des méfaits de la politique menée depuis des décennies dans le pays. Il apparaît au grand jour que l'hôpital est en train de s'effondrer et qu'il ne tient que par le dévouement extraordinaire de tous les salariés quel que soit leur rôle dans le système de santé.

Les Français ne sont pas idiots au point de ne pas voir que les prix s'envolent, notamment ceux de du gaz et de l'électricité, du carburant, des aliments de première nécessité... et que le chèque « *pouvoir d'achat* » de 100 euros (+ 8,30 euros par mois) non pérenne ne compensera jamais ces augmentations sachant que la facture énergétique annuelle grimpe de près de 500 euros en moyenne !

L'annonce à grand renfort de communication de l'arrêt des coupures hivernales par EDF est une véritable arnaque car d'une part elle ne concerne que les abonnés EDF, les autres fournisseurs continueront à couper et d'autre part EDF s'engage à laisser 1 KW. Quand on sait que le plus petit des radiateurs électriques consomme 1 KW, les usagers auront le choix de chauffer une pièce sans aucun autre appareil branché ou regarder la télé, faire fonctionner le frigo et recharger le portable mais dans le froid. C'est du cynisme et du mépris pour les pauvres.

Car c'est bien de ça qu'il s'agit. Faire la chasse aux pauvres. Qu'ils soient chômeurs et considérés comme des faignants, que d'autres ne sachent pas gérer leur budget mensuel de 1 200 euros ou moins et que pour ça ils doivent être punis. Cette stigmatisation des pauvres est inhumaine et ouvre tout droit les portes des rhétoriques haineuses de la droite, de l'extrême droite, voire même de certains dit à gauche. La période des présidentielles va être l'occasion d'une surenchère de la stigmatisation, de la division, de la haine afin d'attiser les peurs qui selon ses instigateurs leur assurera le succès aux élections.

La CGT appelle à passer à l'offensive pour l'emploi, l'augmentation des salaires, des pensions et minimas sociaux, la réduction du temps de travail à 32 h, la reconquête et relocalisation de l'industrie, les services publics, la protection sociale.

C'est dans ce contexte revendicatif que s'inscrit la campagne de l'UCR CGT « de quoi ai-je besoin, que me faut-il pour vivre ? ». Les prix flambent et les pensions sont bloquées. Depuis 2014, les retraités ont perdu en moyenne 10 à 12% de pouvoir d'achat sur leur pension soit plus d'un mois de pension par an ! L'annonce de la revalorisation des pensions à hauteur de 1,1 %, en deçà du taux d'inflation de 2,4 %, est une provocation.

La CGT continue également à lutter pour la transformation de la société et à conjuguer les revendications sociales et environnementales. Elle ne peut se contenter de la place de 2^{ème} centrale syndicale et doit travailler à syndicaliser le monde du travail tout en préparant son 53^{ème} congrès qui se tiendra du 27 au 31 mars 2023 à Clermont Ferrand.

Au sujet de la revendication sur les 32 heures, de nombreux pays (Islande, Royaume-Unis, Irlande, Espagne, Allemagne) portent l'idée d'une réduction du temps de travail. Elle est devenue réalité dans différents pays.

Non, la réduction du temps de travail n'est pas une spécificité française, comme voudrait nous le faire croire certains discours qui cherchent à culpabiliser les travailleurs en France.

Concernant, les salaires, le patronat s'est trouvé contraint, en traînant certes les pieds, à ouvrir des négociations salariales dans 60 branches.

Continuons sur l'actualité en Indre et Loire.

Depuis mai 2021, une nouvelle direction de l'Union Départementale est en place. Elle mène un important travail d'organisation pour une implication plus large des bases syndicales dans le combat interprofessionnel. Une grande campagne de syndicalisation est lancée. Actifs et retraités sont appelés à s'inscrire dans le plan de travail.

Depuis le 1^{er} confinement, à la date du 15 novembre 2021, nous en sommes à 16 actions départementales interprofessionnelles et unitaires sans compter les actions locales et sectorielles. Les retraités CGT y ont pris toute leur place et se sont largement investis dans le plan de distributions des tracts d'appel.

Notre Comité Général se tient après de deux importantes journées d'action dynamiques unitaires

qui ont marqué le début du mois d'octobre.

Le 1^{er} octobre dernier, nous étions 200 travailleurs en retraite, malgré l'absence de FO, au rendez-vous de la place Jean Jaurès à Tours.

Nous étions présents pour dénoncer nos difficultés pour vivre dignement de notre retraite face aux augmentations du coût de la vie, à ces dépenses incompressibles que sont le gaz, l'électricité, le carburant, les produits alimentaires, etc., en hausse continue. La colère s'exprimait aussi contre l'abandon de la loi grand âge et autonomie promise depuis le début du quinquennat.

Et le 5 octobre, malgré la pluie, nous étions 1 800 retraités et actifs à défiler dans les rues de Tours, drapeaux CGT en tête, ce qui semble indiquer que le mot d'ordre de grève a été bien suivi.

L'organisation de deux manifestations à huit jours d'intervalle ne semble donc pas, comme certains pouvaient le craindre, avoir nui à la mobilisation. Encourageant, mais il ne faut pas, bien sûr en rester là.

Maintenant, il faut mettre tout en œuvre pour que la manifestation des retraités du 2 décembre à Paris soit une réussite. Celle-ci doit être un moment fort de mobilisation pour exiger la revalorisation des pensions indexée sur l'évolution du salaire moyen et non de l'inflation, exiger des services publics de qualité et de proximité, exiger que la SECU prennent en charge à 100% les dépenses de santé y compris celles liées à la dépendance qui doivent être intégrées à la branche maladie.

L'UCR CGT s'est fixé un objectif de 40 000 manifestants à Paris. Cet objectif est particulièrement ambitieux. Il se situe au-dessus de l'initiative de même nature du 3 Juin 2014 qui avait marqué les esprits.

L'USR CGT 37 s'est fixé de remplir un bus de 53 camarades CGT plus les camarades cheminots qui se déplaceront en train.

Un car est réservé qui partira de Chinon avec arrêt à Saint Avertin. Nous avons quelques inscriptions mais il nous faut accélérer pour remplir le car.

Le constat est que le monde est malade, que notre pays va mal, que notre société est en souffrance. Nous traversons une grave crise sanitaire, sociale, économique et démocratique, crise qui révèle les failles du système capitaliste. **Mais il faut dépasser le constat.**

La CGT apparaît comme une force de résistance. Le gouvernement a compris jusqu'où il pouvait aller. Il peut mettre en place la réforme de l'assurance chômage car les salariés privés d'emplois et la CGT sont en situation de faiblesse dans cette catégorie. Il recule sur la réforme des retraites car nous sommes beaucoup mieux organisés pour créer un rapport de force. Il est obligé de donner divers chèques car les luttes pour obtenir de meilleurs salaires se développent.

Si j'osais un raccourci, mais je vais l'oser. Les mauvais coups que nous recevons ou les avancées que nous gagnons ne sont pas le fait du gouvernement ou du patronat mais uniquement du rapport de force que nous sommes en capacité ou non de construire. Qui peut penser un seul instant que le capital s'est, une seule seconde, accommodé du système social français avec ses deux pierres angulaires les services publics et la sécurité sociale ?

Cela doit nous conforter dans les axes que nous avons définis dans nos divers congrès et au quotidien de notre action.

Parler du rapport de force, ne peut se faire sans parler de nos forces organisées. Cet après-midi, nous aborderons et développerons dans le rapport d'activité notre vie syndicale, notre état d'organisation et l'activité de notre Union Syndicale des retraités CGT d'Indre et Loire.

Merci pour votre écoute.

A vous la parole !!!! Les débats de ce Comité Général doivent nous permettre d'analyser le contexte socio-économique, faire un bilan de notre activité syndicale, évaluer notre force collective. Ces échanges doivent construire nos actions futures pour répondre aux enjeux de notre temps et imposer une société plus juste, plus solidaire et durable.